

E. L'engagement de prise en charge comme preuve des moyens de subsistance suffisants pour un court séjour en Belgique / Formal obligation as proof of the required means of subsistence for a short stay in Belgium

Le ressortissant de pays tiers pris en charge peut produire ce document comme preuve de ses moyens de subsistance suffisants pour un court séjour en Belgique, à condition que cette première partie soit imprimée recto/verso, qu'elle n'ait pas été modifiée et que l'autorité compétente l'ait acceptée (voir F).

Ce document doit également être produit dans les six (6) mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. Au-delà de ce délai, ce document ne sera plus considéré comme une preuve des moyens de subsistance suffisants du ressortissant de pays tiers pris en charge.

The third-country national being taken care of may produce this document as a proof of sufficient means of subsistence for a short stay in Belgium, provided that the first part is printed on both sides, that it was not modified and that it was accepted by the competent authority (see F).

This document must be produced within six (6) months following that of its legalization. After this deadline, it will no longer be considered as a proof of sufficient means of subsistence for the third-country national taken care of.

F. Décision (cadre réservé au Ministre, à son délégué et aux consulats belges / Decision (reserved for the Minister, his/her delegate and for the Belgian consulates)

<p>En vertu de l'article (à compléter) de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers:</p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge est ACCEPTÉ.</p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge n'est PAS CONFORME, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> o ce n'est pas l'original ; o il n'est pas entièrement complété, daté et signé par le garant ; o il n'est pas légalisé par l'autorité communale compétente ; o il est produit hors délai ; o il n'a pas été imprimé recto-verso ; o il a été modifié ; o les documents suivants ne sont pas produits : <ul style="list-style-type: none"> Δ la preuve des revenus perçus par le garant ou, si le garant est indépendant, la copie de son dernier avertissement extrait de rôle ou, à défaut de ces documents, tout autre document officiel informant valablement sur la situation financière du garant ; Δ la copie de la carte d'identité ou de la carte de séjour du garant, en cours de validité. <p>o ...</p> <p><input type="checkbox"/> cet engagement de prise en charge est REFUSÉ, car :</p> <ul style="list-style-type: none"> o il est faux, falsifié ou contrefait ou les documents visés à l'article 17/3 sont faux, falsifiés ou contrefaits:..... o le garant n'a pas de ressources suffisantes:..... o le garant n'est pas belge ou autorisé ou admis au séjour pour une durée illimitée:..... <p>Fait à _____, le _____ par,</p> <p>Nom, Qualité de l'autorité, signature et sceau</p> <p><input type="checkbox"/> Le Ministre <input type="checkbox"/> Le délégué du Ministre <input type="checkbox"/> Le Consulat belge à _____</p> <p><u>Acte de notification</u></p> <p>Je soussigné (identité et qualité de l'autorité)....., ai notifié en date du la décision.</p>	<p>In accordance with (note the relevant article) of the Royal Decree of 8 October 1981 regarding the access to the territory, the stay, the residence and the removal of foreigners,</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is ACCEPTED.</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation DOES NOT COMPLY because:</p> <ul style="list-style-type: none"> o This is not the original version; o it is not duly completed, dated and signed by the guarantor; o it is not legalised by the competent municipal authority; o it was produced out of time; o it was not printed on both sides; o It was modified; o the following documents have not been submitted: <ul style="list-style-type: none"> Δ the proof of income earned by the guarantor or, if he/she is self-employed, a copy of his/her most recent tax certificate or, in the absence thereof, any other official document providing evidence of his/her financial situation; Δ a copy of the guarantor's identity card or valid residence permit. <p>o ...</p> <p><input type="checkbox"/> the formal obligation is REFUSED because:</p> <ul style="list-style-type: none"> o it is false, falsified or forged or the documents referred to in Article 17/3 are false, falsified or forged:..... o the guarantor does not have sufficient resources:..... o the guarantor is not Belgian, nor is he authorized or allowed to stay for an unlimited period of time:..... <p>Done in _____, on _____, by _____</p> <p>Name, status of the authority, signature and stamp</p> <p><input type="checkbox"/> The Minister <input type="checkbox"/> The deputy of the Minister <input type="checkbox"/> The Belgian Consulate in _____</p> <p><u>Act of notification</u></p> <p>I, the undersigned (identity / status of the authority and seal)....., notified the decision on</p>
--	---

PARTIE II – INFORMATION (à conserver par le garant et le ressortissant de pays tiers pris en charge/To be kept by the guarantor and the third country national being cared for)

1. Conformément à l'article 17/5 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, le garant dont l'engagement de prise en charge a été accepté est responsable, solidairement avec la personne prise en charge, du paiement de ses frais de séjour, de soins de santé et de rapatriement, pendant une période de deux ans, à partir du jour où cette personne est entrée légalement sur le territoire des Etats membres de l'Espace Schengen.

Le cas échéant, le remboursement de ces frais est poursuivi par l'Etat et le C.P.A.S. compétent, conformément aux articles 17/ 7 à 17/9 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

In accordance with article 17/5 of the Royal Decree of 8 October 1981, the guarantor whose formal obligation was accepted, together with the foreigner being cared for, is severally liable for paying his/her costs for healthcare, stay and repatriation costs during a period of two years from the day the foreigner legally entered the territory of the Member States of the Schengen area.

As the occasion arises, the reimbursement of these costs is claimed by the State and the competent social service department, in accordance with the articles 17/7 to 17/9 of the Royal Decree of 8 October 1981.

2. Le garant peut se désister de son engagement de prise charge et il est exonéré de sa responsabilité dans les limites prévues par l'article 17/6.

The guarantor can renounce his/her formal obligation and may be exempted from his/her liability within the limits provided for by article 17/6.

3. Si l'engagement de prise en charge est souscrit dans le cadre d'une demande de visa, les coordonnées du garant (nom, prénom et adresse) doivent être recueillies aux fins de l'examen de la demande de visa, conformément au Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les Etats membres sur les visas de court séjour (Règlement VIS).

Ces données sont saisies et conservées dans le système d'information sur les visas (VIS) pendant une période maximale de cinq ans, durant laquelle elles sont accessibles aux autorités chargées des visas, aux autorités compétentes chargées de contrôler les visas aux frontières extérieures et aux autorités compétentes en matière d'immigration et d'asile dans les Etats membres, aux fins de la vérification du respect des conditions d'entrée et de séjour régulier sur le territoire des Etats membres, aux fins de l'identification des personnes qui ne remplissent pas ou plus ces conditions, aux fins de l'examen d'une demande d'asile et de la détermination de l'autorité responsable de cet examen. Dans certaines conditions, ces données seront aussi accessibles aux autorités désignées des Etats membres et à Europol, aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière.

En application de l'article 38 du Règlement VIS, le garant a le droit d'obtenir auprès de n'importe quel Etat membre la notification des données le concernant qui sont enregistrées dans le VIS ainsi que de l'Etat membre qui les a transmises, et de demander que les données le concernant soient rectifiées si elles sont erronées, ou effacées si elles ont été traitées de façon illicite. A sa demande expresse, l'autorité qui a examiné la demande de visa l'informerá de la manière dont il peut exercer son droit de vérifier les données à caractère personnel le concernant et de les faire rectifier ou supprimer, y compris des voies de recours prévues à cet égard par la législation nationale de l'Etat concerné.

En Belgique, l'autorité responsable pour le traitement des données est le SPF Intérieur, Office des Etrangers, Direction Accès et Séjour, chaussée d'Anvers 59B à 1000 Bruxelles (<https://dofi.ibz.be>)

Si celui-ci ne donne pas suite à une demande du garant visant la communication, la rectification ou la suppression de données le concernant dans les 45 jours, le garant peut saisir l'autorité de contrôle nationale c.à.d., la Commission de la protection de la vie privée, rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles (<http://www.privacycommission.be>), conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'exécution.

If the formal obligation is endorsed in the framework of a visa application, the data of the guarantor (name, first name and address), need to be collected, in view of the examination of the visa application, in accordance with the Regulation (EC) nr 767/2008 of the European Parliament and the Council of 9 July 2008 concerning the Visa Information System (VIS) and the exchange of data between Member States on short-stay visas (VIS Regulation).

These data will be collected and stored for a maximum period of five years in the Visa Information System (VIS). During this period, the data are accessible to the authorities charged with the visa, to the competent authorities charged with the control of the visa at the external borders and in the Member States, to the authorities that are competent for immigration and asylum in the Member States, in view of the control of the compliance with the conditions for the rightful entry and the rightful stay on the territory of the Member States, in view of the identification of the persons who do not, or no longer, comply with these conditions, in view of the examination of an asylum application and the determination of the authority that is responsible for this examination. Under certain conditions these data will also be accessible to the authorities that are indicated by the Member States and Europol, in view of the prevention and the detection of terrorist crimes and other serious criminal offences, also in view of the investigations on the subject.

In accordance with article 38 of the VIS Regulation, the guarantor is entitled to obtain from any Member State the notification of the data related to him/her, which are registered in the VIS, and also from the Member State which transmitted them. He/She may also request that the data which are inaccurate be corrected or that the data recorded unlawfully be erased. At his/her express request, the authority which examined the visa application will inform him/her about how to exercise his/her right to verify his/her personal data and to have them corrected or erased, including the remedies provided in this respect by the national legislation of the relevant Member State.

The Belgian authority responsible for the treatment of these data is the Federal Public Service Home Affairs - Directorate-general Foreigner's Office - Directorate Access and Stay, which is located at the following address: Chaussée d'Anvers 59B, 1000 Brussels, Belgium (<https://dofi.ibz.be>).

If this service does not comply with a request of the guarantor regarding the notification, the correction or the deletion of data relating to him/her within 45 days, the guarantor may refer the matter to the national supervisory body, namely the Commission for the Protection of Privacy, located at the rue de la Presse 35, 1000 Brussels (<http://www.privacycommission.be>), in accordance with the law of 8 December 1992 on protection of privacy in relation to processing of data of a personal nature and with its implementation decrees.

4. En vertu de l'article 39/2, § 2 de la loi du 15 décembre 1980, la décision par laquelle l'engagement de prise en charge est déclaré irrecevable ou est refusé est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ce recours doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Une demande de suspension peut être introduite conformément à l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980. Sauf en cas d'extrême urgence, la demande de suspension et le recours en annulation doivent être introduits par un seul et même acte.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours et la demande visés ci-dessus sont formés par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et dans l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ils sont introduits auprès du Conseil par pli recommandé, sous réserve des dérogations prévues par l'article 3, § 1^{er}, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94 à 1030 Bruxelles.

Sous réserve de l'application de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980, l'introduction d'un recours en annulation et d'une demande de suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

The decision by means of which the formal obligation is declared inadmissible or is refused, in accordance with article 39/2, § 2, of the law of 15 December 1980, is subject to an appeal for annulment at the Council for Aliens Disputes, that needs to be introduced by means of an application, within thirty days after the notification of this decision. A claim for suspension can be introduced in accordance with article 39/82 of the law of 15 December 1980. Except in case of extreme urgent necessity both the claim for suspension and the appeal for annulment need to be introduced in a single act.

Without prejudice to other legal and regulatory terms, the appeal and the claim mentioned above are introduced by means of an application, that needs to meet the requirements mentioned in article 39/78 of the law of 15 December 1980 and in article 32 of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes. They are introduced at the Council by means of a registered letter, subject to the derogations provided for by article 3, § 1, subsections 2 and 4, of the procedure regulation of the Council for Aliens Disputes, to the First President of the Council for Aliens Disputes, Rue Gaucheret 92-94, 1030 Brussels.

Subject to the application of article 39/79 of the law of 15 December 1980, the introduction of an appeal for annulment and of a claim for suspension does not suspend the execution of this measure.

5. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge doit être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique et qu'il demandera ce visa auprès d'un consulat belge, l'engagement de prise en charge est remis au garant directement après avoir été légalisé. L'engagement de prise en charge légalisé et les documents justificatifs doivent ensuite être produits à l'appui de la demande de visa dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée, sous peine d'être déclaré irrecevable.

When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a Belgian consulate, the formal obligation is provided to the guarantor directly after being legalized. The legalized formal obligation and the accompanying documents must then be produced to support the visa application, within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor, on pain of inadmissibility.

6. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge doit être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique et qu'il demandera ce visa auprès d'un consulat d'un autre Etat Schengen, l'engagement de prise en charge, s'il a été accepté, doit être produit à l'appui de la demande dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. S'il est produit hors délai, l'engagement de prise en charge sera réputé ne jamais avoir été accepté et ne sera pas pris en considération comme preuve des moyens de subsistance requis.

When the third-country national being cared for must be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium and the visa application will be submitted to a consulate of another Schengen Member State, the formal obligation, if accepted, must be produced to support the visa application, within six months following that of its legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence

7. Lorsque le ressortissant de pays tiers pris en charge ne doit pas être muni d'un visa pour le court séjour envisagé en Belgique, l'engagement de prise en charge, s'il a été accepté, doit être utilisé pour entrer dans l'Espace Schengen dans les six mois qui suivent celui au cours duquel la signature du garant a été légalisée. S'il est produit hors délai, l'engagement de prise en charge sera réputé ne jamais avoir été accepté et ne sera pas pris en considération comme preuve des moyens de subsistance requis.

When the third-country national being cared for does not need to be in possession of a visa for the short stay intended in Belgium, the formal obligation, if accepted, must be used to enter the Schengen area within six months from the date the formal obligation was legalized following that of its legalization of the signature of the guarantor. If this condition is not met, the formal obligation shall be deemed never to have been accepted and shall not be taken into account as proof of the required means of subsistence.

